

## ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

## Un comité de soutien à Anne Hidalgo dans le Bas-Rhin

Le secrétaire fédéral du parti socialiste Thierry Sother est associé à la conseillère municipale strasbourgeoise Cécile Geissmann pour animer le comité de soutien de la candidate Anne Hidalgo dans le Bas-Rhin. Ils seront accompagnés par les secrétaires de section, ainsi que les membres des instances fédérales et les délégués de circonscription qui seront désignés le 24 février.

## «Le bal des ego» fait rage à gauche

Thierry Sother regrette qu'à ce stade de la campagne présidentielle, les thèmes d'extrême droite dominent le débat et « le bal des ego » fait rage à gau-

che. « La social-démocratie est bien vivante », dit-il. Il reste moins de 80 jours jusqu'au premier tour et dans ce délai, le comité entend faire connaître le programme, « budgété et financé », de la candidate et son triptyque démocratique, social et écologique. Trois piliers qui seront déclinés en trois forums thématiques pour, explique Céline Geissmann, mettre en avant les mesures comme la revalorisation du Smic et des petites retraites, organiser un tiers payant pour la rénovation énergétique ou encore instaurer le droit de vote à 16 ans et le référendum d'initiative populaire.

<https://www.2022avechidalgo.fr/>

## HISTOIRE

## Robert Hébras décoré par Emmanuel Macron ce mardi

Robert Hébras, dernier survivant du massacre d'Oradour-sur-Glâne, va être décoré par Emmanuel Macron ce mardi. À 96 ans, il a été promu commandeur de l'Ordre national du Mérite.

Mais cette remise de décoration, par le président de la République lui-même, ravive la colère de responsables d'associations de mémoire des Malgré-nous alsaciens.

« Je ne peux m'empêcher de me souvenir des propos de M. Hébras », s'indigne Gérard Michel, président de l'OPMNA (association des Orphelins de pères Malgré-nous d'Alsace-Moselle).

## «Objet de polémique»

Dans son livret *Oradour-sur-Glâne, le Drame d'Oradour heure par heure*, le rescapé du massacre dans lequel des soldats nazis tuèrent 642 personnes, laissait entendre que les Alsaciens ayant participé au massacre sous uniforme allemand n'étaient pas si contraints.

« Enrôlés soi-disant de force par les unités SS », écrivait en 1992 Robert Hébras dans une première version, ensuite corrigée suite aux protestations d'associations de Malgré-nous, mais rééditée sous sa première forme en 2008, suite à une erreur de l'éditeur.

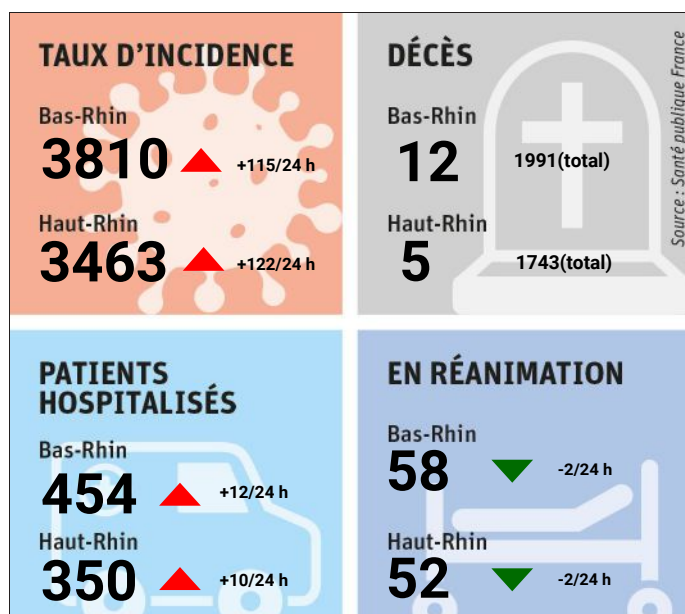
Poursuivi en diffamation par les Associations des évadés et incorporés de force (ADEIF) du Bas- et du Haut-Rhin, Robert Hébras avait d'abord été condamné à 1 euro de dommages et intérêts, mais la Cour de cassation avait cassé ce jugement. Les juges avaient alors considéré que ses propos, « s'ils ont pu heurter, choquer ou inquiéter les associations demanderesse, ne faisaient qu'exprimer un doute sur une question historique objet de polémique, de sorte qu'ils ne dépassaient pas les limites de la liberté d'expression ».

« Objet de polémique », pour le moins : 70 ans après le procès de Bordeaux, le lien tragique entre Oradour et l'Alsace est toujours source de ressentiment.

ACB

## CORONAVIRUS

## Les chiffres de ce lundi en Alsace



## COLLECTIVITÉ EUROPÉENNE D'ALSACE

## Consultation : Bierry annonce déjà plus de 50 000 votes

Un après sa création, la Collectivité européenne d'Alsace n'a pas encore terminé le travail de convergence des équipes bas-rhinoises et haut-rhinoises. Son président Frédéric Bierry affirme que plus de 50 000 votes électroniques ont déjà été enregistrés pour la consultation citoyenne sur la sortie du grand Est.

Après un an de fonctionnement, le président de la Collectivité européenne d'Alsace estime que la CEA née le 1<sup>er</sup> janvier 2021 de la fusion des deux départements alsaciens est désormais installée dans le paysage administratif et politique. « Nous avons posé les fondations pour faire de la Collectivité européenne d'Alsace un laboratoire du renouveau démocratique », se félicite Frédéric Bierry.

La CEA compte 80 élus, 6 000 agents et la convergence entre les équipes des anciens conseils départementaux est réalisée aux trois quarts, selon lui. Il l'a précisé ce lundi lors d'une rencontre avec la presse.

## Des départs et des crispations

Cette première année a été marquée par le renouvellement de l'assemblée des conseillers d'Alsace, en juin, mais aussi par ce travail de rapprochement des équipes haut-rhinoises et bas-rhinoises et l'harmonisation des régimes indemnitaires des agents. « Cette année a consisté à mettre en route une nouvelle organisation, repositionner un cer-

tain nombre de cadres », résume le vice-président à l'équité territoriale Pierre Bihl. Ce qui a eu pour conséquence, on le sait, des départs et des crispations. Désormais, depuis novembre dernier, la CEA dispose d'un directeur général des services (DGS) et, toujours selon Pierre Bihl, l'organigramme définitif va être publié prochainement.

Du point de vue de l'organisation, l'Alsace est découpée en sept territoires. Quatre territoires couvrent le Bas-Rhin (et une partie du nord du Haut-Rhin). Les équipes sont d'ores et déjà installées. Les mois qui viennent vont être consacrés à mettre en place les trois territoires situés dans le Haut-Rhin, avec leurs vice-présidents et leurs équipes dédiées. « On espère que d'ici à la fin du trimestre, les équipes seront en place sur l'ensemble du territoire », dit encore Pierre Bihl.

## «Le sujet intéresse»

Mais l'actualité de la CEA en ce premier anniversaire, c'est aussi évidemment la consultation citoyenne sur la sortie du grand Est, en cours jusqu'au 15 février. Selon Frédéric Bierry, plus de 50 000 votes électroniques ont d'ores et déjà été enregistrés : « Je nous vois arriver vers l'objectif initial et je pense que l'objectif que j'avais fixé sera atteint, c'est quand même la démonstration de l'intérêt pour la question ». Lors du lancement en décembre, il avait fixé pour objectif 100 000 votes. Ces suffrages



Après un an de fonctionnement, la Collectivité européenne d'Alsace est désormais installée dans le paysage administratif et politique. Photo L'Alsace/Vanessa MEYER

nécessiteront contrôle et décompte mais pour Frédéric Bierry, qui a précisé ne pas connaître l'orientation des votes exprimés, ces chiffres sont l'occasion d'un premier satisfecit : « Nous verrons le résultat, mais en tout cas, le sujet intéresse [...] Quoi qu'il arrive, la consultation donnera plus de voix que la primaire des verts à Yannick Jadot qui a eu 52 000 voix, et la primaire de la droite à Valérie Pécresse qui a eu 69 000 voix ».

Quelle que soit la question, toute consultation est d'abord un test pour celui qui la pose. Ce n'est donc pas un hasard si consigne a été donnée aux élus d'aller sur le terrain pour « faire campagne » et promouvoir la consultation. Ce sera le cas

vendredi et samedi, pour un week-end dit « de sensibilisation pour inviter les gens à participer » avec tractage sur les marchés, devant les supermarchés et autres lieux de passage. « Nous, ce que l'on souhaite, c'est qu'un maximum d'Alsaciens participent à cette consultation », dit encore Pierre Bihl. Et que diront ces élus aux habitants qu'ils rencontreront ? « Certains feront campagne pour le oui, d'autres pour la consultation », répond Frédéric Bierry.

Toujours est-il que d'autres consultations pourraient être organisées à l'avenir « sur les sujets forts » comme la future taxe poids lourds ou Stocamine.

Olivier CLAUDON

## ÉDUCATION

## Journée franco-allemande entre présentiel et distanciel

La rectrice a profité de la Journée franco-allemande pour se rendre, lundi 24 janvier, au collège Vauban à Strasbourg et échanger en visioconférence avec le secrétaire d'État du Bade-Wurtemberg chargé de l'éducation. La crise sanitaire complique fortement les échanges franco-allemands.

Inauguré en septembre 2021 par le ministre Jean-Michel Blanquer, le lycée franco-allemand de Strasbourg a ouvert au collège Vauban une première classe de sixième qui s'est substituée à une section internationale allemande. Près de cinq mois après l'arrivée des élèves de sixième, la rectrice Élisabeth Laporte est retournée au collège Vauban à l'occasion de la Journée franco-allemande qui fait écho aux accords de l'Élysée de 1963 et au traité d'Aix-la-Chapelle de 1919. Elle y a



Au collège Vauban de Strasbourg, les élèves de sixième du nouveau lycée franco-allemand répondent à un quiz consacré aux relations entre nos deux pays. Photo DNA/Jean-François BADIAS

rencontré les élèves de sixième du lycée franco-allemand avant de s'entretenir en visioconférence avec Volker Schebesta, secrétaire d'État du Land du Bade-Wurtemberg, en charge de l'éducation de la jeunesse et des sports, et de

signer une feuille de route renforçant la coopération entre l'académie et le Land. Les deux signataires souhaitent « développer de nouvelles pratiques axées davantage sur l'oralité, intensifier les périodes et les stages d'observa-

tion » avec l'objectif que les jeunes comprennent mieux la force de la dynamique européenne et de l'amitié franco-allemande.

## Un sérieux coup de frein des mobilités avec la crise sanitaire

En attendant, les mobilités des écoliers, collégiens et lycéens alsaciens vers les pays germanophones qui ne cessaient de progresser pour atteindre 31 483 élèves en 2017-2018, ont connu un sérieux coup de frein avec la crise sanitaire, malgré le distanciel et le développement de plateformes, comme celle de l'OFAJ (Office franco-allemand pour la jeunesse), un partenaire incontournable dans la coopération franco-allemande. En 2020-2021, les échanges individuels entre élèves du second degré ou encore les découvertes du monde professionnel ont tout simplement disparu de la circulation ou plutôt de la mobilité.

La rectrice s'est ensuite rendue au lycée Le Corbusier à Illkirch-Graffenstaden pour la pose de la plaque Euroscol, un label qui reconnaît la démarche d'ouverture européenne de l'établissement à travers notamment son ambitieux plan d'action pour l'apprentissage des langues vivantes étrangères.

J.-F.C.

TTE-LO1 02

## Apprentissage de l'allemand : verre à moitié plein...

Dans l'académie de Strasbourg, 100 % des établissements scolaires publics du premier et du second degré proposent un enseignement en allemand. Dans le premier degré, 82,1 % des 176 033 écoliers bénéficiaient en 2020-2021 d'un enseignement hebdomadaire de trois heures d'allemand et 17,9 % (31 142

élèves du public) suivaient la voie bilingue paritaire, un taux en augmentation sur fond de baisse démographique globale. Dans le second degré, 7 300 élèves poursuivent le bilingue au collège et 1 559 au lycée, auxquels il faut ajouter 231 élèves en lycée professionnel et 450 en section internationale allemande.